

Face à l'ombre brune



La *Marianne* du street artiste Combo portant sur l'épaule un drapeau tricolore, lors des journées contre le racisme au musée de l'histoire de l'immigration.

Dossier réalisé par :
Sandrine Charrier, Matthieu Leiritz,
Marie-Rose Rodrigues-Martins,
Alain Senée, Valérie Soumalle.

© RIVAUD/ANSA

En France, à quelques encablures des élections présidentielles, l'extrême droite prétend au pouvoir. Quelles en seraient les conséquences ?

Depuis plusieurs décennies, l'extrême droite progresse en Europe et en France. Elle progresse dans les urnes, les thématiques, les esprits. Au point de réapparaître dans des États que l'on croyait vaccinés par l'histoire contre le fascisme, comme l'Italie, l'Allemagne ou l'Espagne, d'avoir conquis le pouvoir dans plusieurs pays de l'Union européenne, comme la Hongrie ou la Pologne, ou d'y prétendre, comme en France.

La FSU, lors de son récent congrès de Metz s'est clairement exprimée dans un appel final sur son

rejet de toute perspective d'arrivée au pouvoir d'une extrême droite xénophobe et raciste, toujours et partout ennemie du monde du travail. Aujourd'hui cette hypothèse ne peut cependant être exclue.

Quelles seraient les conséquences concrètes, notamment politiques et sociales, de la victoire de l'ED, sous une forme ou sous une autre, aux prochaines élections présidentielles voire législatives ?

Si des nuances existent entre le Rassemblement national de Marine Le Pen et la formation

...

Reconquête d'Eric Zemmour, sur l'essentiel ces deux candidatures se rejoignent rassemblant dans les enquêtes d'opinion environ un tiers des intentions de vote, avec toutes les réserves que l'on doit avoir sur les sondages.

Qu'il s'agisse des conceptions libérales de l'économie, autoritaires de l'État et de la gestion des fonctionnaires, de la tentation d'un retour assumé à une École élitiste, de l'indifférence voire de l'hostilité aux luttes contre toutes formes de discrimination, ainsi que pour le mouvement social, les convergences d'analyses et de propositions l'emportent au sein de la galaxie d'extrême droite, influent sur celles des formations de la droite dite républicaine, et font peser sur le modèle social français issu de la Libération comme sur les droits des fonctionnaires de graves menaces.

La guerre en Ukraine confirme toutes les dérives possibles en cas d'accession aux responsabilités d'un pouvoir nationaliste et autoritaire.

C'est pourquoi la FSU appelle à se mobiliser par le vote dès le premier tour des élections présidentielles, afin d'éviter un nouveau duel entre libéralisme et nationalisme.

Elle sera disponible pour toutes formes de mobilisations nécessaires face aux menaces anti démocratiques.

L'extrême droite : curriculum vitea

Longtemps marginalisée en France par le souvenir de Vichy, l'extrême droite pèse aujourd'hui d'un poids considérable dans la vie politique française, au point de figurer deux fois au second tour de l'élection présidentielle, en 2002 puis en 2017. Avant 2022 ?

Comment définir l'extrême droite ? Historiquement, ce courant s'est forgé en réaction contre les idéaux de la Révolution française : liberté, égalité en droit et souveraineté nationale. Longtemps accolée au monarchisme, elle a remplacé l'attachement au souverain par une idéalisation de la Nation, une nation qu'il conviendrait de défendre contre ses ennemis, de l'intérieur comme de l'extérieur.

Le nationalisme constitue donc l'essence de l'extrême droite. Elle se construit contre les ennemis supposés d'une France mythifiée : d'abord les étranger-es dont la présence affaiblirait la cohésion nationale, surtout lorsque leur culture est différente de celle de la majorité des Français-es « *de souche* » d'où hier la haine de Charles Maurras, fondateur monarchiste et anti républicain de l'Action française contre les Protestant-es ou les Juifs et Juives, et aujourd'hui l'acharnement du RN de Marine Le Pen et de Reconquête d'Eric Zemmour contre les Musulman-es.

L'extrême droite rejette tout ce qui peut, à ses yeux, diviser donc affaiblir la Nation et le pays : la démocratie parlementaire, les libertés individuelles, les mouvements qui interrogent l'organisation traditionnelle, héritée du passé catholique, de la France, en faveur de l'égalité femme – homme, ou de la lutte contre les discriminations homophobes. Si les discours publics restent prudents, législation et entreprise de banalisation obligent, dans les meetings, discours xénophobes, sexistes, homophobes voire racistes demeurent fréquents.

Autres cibles : la gauche héritière du socialisme historique et le mou-



L'extrême droite rejette les mouvements qui interrogent l'organisation traditionnelle, héritée du passé catholique, de la France, en faveur de l'égalité femme – homme, ou de la lutte contre les discriminations homophobes.

vement syndical car porteurs de la lutte des classes et de l'internationalisme, nuisant ainsi à l'unité nationale. Hier, les monarchistes soutenaient les syndicats « jaunes » contre la CGT. Aujourd'hui, Le Pen et Zemmour se prononcent pour des syndicats « indépendants ». L'extrême droite développe une position souverainiste d'égoïsme national, face aux États-Unis – trop mélangés, trop cosmopolites – ou à la Construction européenne. D'où l'embarras des leaders nationalistes français-es face à la guerre en Ukraine, partagés-es entre l'évidence de la menace impérialiste russe et la sympathie pour le régime autoritaire de Poutine.

Si l'éloignement de la Deuxième guerre mondiale et la naissance de médias de masse diffusant par affinité idéologique ou recherche de

L'Europe brune

Aux dernières élections européennes de 2019, les formations d'extrême droite avaient fortement progressé, comme le Rassemblement national en France (23 % des voix) ou la Liga italienne (31 %), mais aussi Vox en Espagne ou l'AFD allemande d'où la formation d'un groupe - « Identité et démocratie »... - regroupant environ 75 députés sur 705 soit deux fois plus qu'en 2014.

En décembre dernier, le groupe aurait d'ailleurs pu encore augmenter et acquérir des positions d'influence si les négociations menées par Marine Le Pen et Matteo Salvini en vue d'une fusion avaient abouti avec le Fidesz de Victor Orban, ou le PIS polonais de Jaroslaw Kaczynski. Points communs entre la trentaine de formations d'extrême droite, selon Jean Yves Camus : le nationalisme et l'hostilité à l'approfondissement de la construction européenne, le rejet de l'immigration, une conception réactionnaire de la société, souvent proche des milieux chrétiens intégristes, une défiance vis-à-vis de la démocratie représentative et un libéralisme économique mâtiné de paternalisme social. La guerre en Ukraine trouble leur discours, partagé entre une admiration pour le régime autocratique de Vladimir Poutine et la crainte de l'impérialisme russe, notamment en Pologne ou en Hongrie.

l'audimat les thèses de l'extrême droite, favorisent son essor, ils ne l'expliquent pas, notamment dans les classes populaires. En tout cas moins que les effets socialement désastreux des politiques libérales, menées depuis tant d'années. La division entre le souverainisme feutré du RN - qui ne parle plus de sortie de l'Union européenne - et la nostalgie réactionnaire de Reconquête, ainsi que le manque de crédibilité dans l'exercice du pouvoir au niveau national demeurent encore un frein. Reste que la plupart des maires d'extrême droite ont été largement réélus... ♦

Masque social, cœur libéral

Pendant des années, les questions sociales ne furent pas au cœur des discours de l'extrême droite française, plus préoccupée à dénoncer l'immigration et l'insécurité, n'hésitant jamais à lier l'une et l'autre. Désormais fortement implanté dans l'électorat populaire, le RN tend à développer une petite musique sociale qui dissimule mal le libéralisme économique de son programme.

En effet, derrière les annonces sur le refus d'une dégradation du régime des retraites, les appels à des hausses des salaires des infirmières ou la dénonciation d'un « capitalisme mondialisé », le projet du RN en appelle à la baisse des impôts et des « charges » sociales pour relancer l'économie.

L'essentiel de l'approche sociale du RN renvoie au nationalisme : la mesure principale, qui commande l'ensemble de la vision lepéniste de la société réside dans la « préférence nationale », c'est-à-dire l'octroi aux seuls Français, et au seul salariat français, de certaines prestations et certains droits. Quelques exemples tirés du programme du RN : la proposition 38 prévoit de « mettre en place une taxe additionnelle sur l'embauche de salariés étrangers afin d'assurer effectivement la priorité nationale à l'emploi des Français » ; la proposition 58 de « revaloriser le minimum vieillesse partout en France (...) et de le conditionner à la nationalité française ou à 20 ans de résidence en France ce qui permettra également d'augmenter les petites



Une proposition de « préférence nationale » du RN et de conditionner l'obtention du minimum vieillesse à « la nationalité française ou à 20 ans de résidence en France ».

retraites » ; la proposition 69 de « créer un cinquième risque de Sécurité sociale consacré à la dépendance afin de permettre à chaque Français de se soigner et de vivre dans la dignité », etc.

Le message est clair : seule l'exclusion des salarié-es étranger-es peut permettre l'amélioration du sort des salarié-es français-es.

Cette division entre salarié-es du fait de leur nationalité est inacceptable : dès 2011, la plupart des syndicats français dont la FSU proclamaient clairement que « La préférence nationale n'est pas compatible avec le syndicalisme », de même que la priorité nationale dans le domaine du logement, de l'emploi, des prestations sociales, l'interdiction des régularisations, ou la fin du regroupement familial... Très logiquement, le RN souhaite donc remettre en cause les syndicats existants et favoriser la création de syndicats nationaux, en vain pour le moment. ♦

École et extrême droite

L'extrême droite émet des critiques idéologiques radicales envers l'école de la République, revendique un ministère de l'Instruction publique, est vent debout contre le « pédagogisme », terme jamais explicité. « Le réquisitoire central est celui de la "décadence scolaire", déclinée en quatre pôles essentiels : la laxisme (décadence de l'autorité), la débauche (décadence de la morale), la barbarie (décadence de l'ordre), l'illettrisme (décadence du niveau) », indique Jean Michel Barrau, Historien de l'école et de l'éducation, Université de Lorraine, auteur de *Le Front national et l'école de la République. Un idéologue de la décadence*, Recherches et éducations, 2019.

L'extrême droite ne porte jamais un regard critique sur les inégalités scolaires et sociales. Si l'extrême droite prenait les rênes du pouvoir, le but de l'École ne serait pas de former des citoyen-nés libres, capables de comprendre le monde, mais de faire de la culture scolaire le fondement d'une identité nationale normative et imposée. Quant aux mesures antisociales telles que la fin de la gratuité de la cantine ou des transports pour les enfants, elles sont déjà à l'œuvre dans des municipalités tenues par l'extrême droite.

« *Siamo tutti antifascisti* »

Suite logique de la quasi-totalité de l'occupation de l'espace médiatique par les idées portées par les candidat-e Zemmour et Le Pen, les provocations de l'extrême droite se multiplient. Elles visent les organisations politiques ou syndicales dites de gauche, les associations féministes et antiracistes ainsi que les organisations de jeunesse, mais aussi des journalistes. Elles consistent en des collages nocturnes et impressions de signes fascistes sur leurs locaux, intimidations et agressions de leurs militant-es (Rennes), attaques de réunions publiques (Strasbourg) ou de théâtre occupés (Orléans ou Clermont-Ferrand), mais aussi agressions de journalistes dans le cadre de leur travail (meeting d'Eric Zemmour à Villepinte) ou de militant-es isolé-es en marge de manifestations pour le climat ou pour l'augmentation du pouvoir d'achat, voire affrontements de rue impliquant parfois jusqu'à plusieurs dizaines de personnes (Lyon). Avec l'idée que face à ces attaques, il est essentiel de montrer l'unité des forces progressistes, les manifestations unitaires se multiplient. Objectifs : construire la riposte qui fera reculer l'extrême droite en occupant l'espace public et y affirmant des revendications antifascistes. Régulièrement, des appels locaux comme « *l'extrême droite nous divise, rassemblons-nous!* » (Poitiers), « *Face à l'extrême droite, à ses mensonges et à sa violence : ripostons dans l'unité, c'est urgent!* » (Grenoble), « *Toutes uni-es contre les violences d'extrême droite* » (Lyon) rassemblent plusieurs centaines voire milliers de personnes, dont une forte proportion de jeunes qui frappant des mains et levant les bras, affirment avec force « *Siamo tutti antifascisti* ».



© BREVESYNA

Le choix de l'intolérance



Les périodes électorales incitent les candidats à mesurer leurs propos, mais les fondamentaux restent présents.

Avec la montée depuis 20 ans des votes d'extrême droite aux différents scrutins nationaux et locaux, la perspective d'un accès au pouvoir par la voie des urnes, illusoire à l'époque du front National de Jean-Marie Le Pen, devient un scénario possible. D'où une entreprise de banalisation et de respectabilisation menée par le Rassemblement national de Marine Le Pen, au point de paraître parfois débordée par le discours réactionnaire décomplexé d'Eric Zemmour. Qu'en est-il du rapport de l'extrême droite aux libertés et à l'égalité ? Eric Zemmour centre en effet obsessionnellement son discours sur la menace que constitueraient selon lui pour une « *identité française* » mythifiée – une France d'un jadis imaginaire, de culture exclusivement chrétienne, blanche et préservée de toute immigration – les migrant-es de culture ou de croyance musulmane, véritable « *invasion* » menée par une « *armée d'occupation dont l'uniforme serait la djellaba* » (discours du 28 septembre 2019). Dans son discours de lancement de campagne à Villepinte le 5 décembre 2021, le can-

didat de Reconquête (ce qui renvoie à la lutte des Chrétiens contre les Musulmans d'al Andalous dans l'Espagne médiévale) n'hésite pas à invoquer la thèse du « *grand remplacement* » chère à l'idéologue d'extrême droite Renaud Camus. Le RN partage avec Zemmour la xénophobie et le rejet de toute égalité entre populations française et étrangères, d'où des propositions communes comme la suppression du droit au sol, l'immigration zéro, la suppression du regroupement familial et, pour Reconquête, l'expulsion des étranger-es au chômage depuis plus de 6 mois, quelles que soient la situation familiale et la durée du séjour en France. Marine Le Pen annonce un référendum sur l'immigration sous forme d'un projet de loi « *Citoyenneté-identité-immigration* » qu'elle souhaite soumettre aux Français-es. Plus globalement, les candidatures d'extrême droite s'inscrivent dans une vision réactionnaire et anti moderne de la société, volontiers mêlée d'intégrisme catholique : d'où

Ambiguïtés sur l'IVG

Traditionnellement, par intégrisme religieux ou nationalisme, l'extrême droite se reconnaît dans le contrôle du corps des femmes, le natalisme et donc l'opposition à l'IVG. Une femme est d'abord une épouse et une mère. Tactique ou évolution, Marine Le Pen et Eric Zemmour prétendent ne pas vouloir revenir sur la loi Veil. Néanmoins, les réflexes ont la vie dure : en février dernier, tous deux se sont opposés à l'allongement du délai légal de 12 à 14 semaines. Quant à Eric Zemmour, son attitude vis-à-vis des femmes transparait sous sa propre plume : dans son dernier livre, *La France n'a pas dit son dernier mot* (Rubempré, 2021), l'auteur décrit les femmes comme « le but et butin de tout homme doué qui aspire à grimper dans la société »...

les réticences vis-à-vis des droits des femmes, de l'égalité professionnelle, la longue hostilité au droit à l'avortement, à la lutte pour l'égalité des droits pour les personnes homosexuelles, qu'il s'agisse du Pacs puis du mariage pour tous et toutes. Si le RN affiche des positions « féministes » – ou « laïques » – c'est uniquement lorsqu'il s'agit de prêter à l'ensemble des Musulman-es les positions les plus archaïques et sexistes des islamistes. Pour l'extrême droite, l'égalité ne va pas de soi, pas plus que les libertés du reste : si Marine Le Pen a choisi comme slogan « Libertés, libertés chéries », il s'agit moins des libertés républicaines que des libertés économiques, comme la baisse de l'impôt sur les successions : le RN ne s'oppose en rien aux restrictions au droit de manifester ou... de se mettre en grève par exemple. C'est également au nom d'une curieuse conception de la liberté individuelle que le groupe RN au Parlement européen s'est positionné contre les mesures, trop « administratives », visant à renforcer l'accessibilité des personnes handicapées aux lieux publics... ♦

Libertés syndicales

De tout temps, l'ensemble des organisations syndicales françaises se sont inscrites dans une vision humaniste de l'homme. Toutes exclusions et discriminations, sujets de prédilection de l'extrême droite, sont objets de lutte. En 2011, la FSU et 4 autres fédérations syndicales cosignaient un texte qui avait pour titre : « *La préférence nationale n'est pas compatible avec le syndicalisme* ».

A Fréjus, en septembre 2021, Marine le Pen défendait sa vision du syndicalisme : la liberté syndicale. Elle veut réussir là où Fillon a échoué lors de sa réforme de 2008 : pousser à la création de nombreux syndicats maisons pour affaiblir les organisations syndicales représentatives et multiplier les candidatures aux élections professionnelles. En cas de victoire électorale, l'extrême droite ambitionne de réduire à 3 %, voire à 1 % le « seuil minima d'audience », actuellement fixé à 8 % des suffrages exprimés lors des élections professionnelles, afin de faciliter la signature d'accords collectifs.

Dans les pays où l'extrême droite est au pouvoir, c'est souvent l'autoritarisme qui s'impose comme Viktor Orban en Hongrie (cf. page 22). Mais ce qui se passe à l'international peut se décliner à l'échelon territorial ; à Marseille, le sénateur-maire RN, Stéphane Ravier, élu en 2014 dans le 7^e arrondissement de la cité phocéenne, en est un parfait exemple. Affublé du

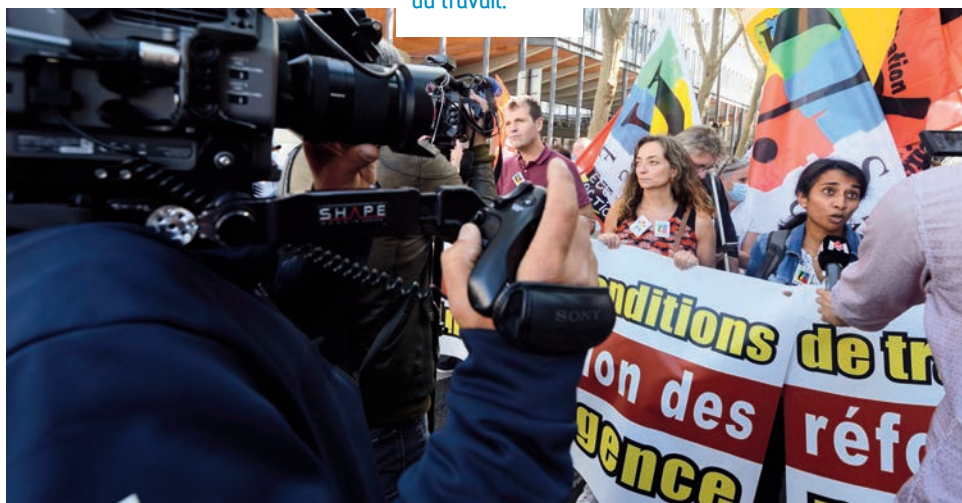
titre de « *Dictateur nord-phocéen* » par un de ses ex-adjoints démissionnaire, la confrontation avec les agent-es municipaux sous sa responsabilité s'est avérée de plus en plus compliquée au fil des années, amenant à la lassitude et un fort découragement des agent-es dans l'affrontement. Plus récemment à Moissac, face au maire RN élu en 2020, des adhérents du SNUTER-FSU ont quitté leur poste, les pressions devenant trop fortes.

Extrême droite agglomère toutes les forces qui la combattent

VISA (Vigilance et initiatives syndicales antifascistes), association intersyndicale dont la FSU est membre, se pose, depuis 1996, en relais d'information et de réflexion afin de s'opposer collectivement à l'implantation et l'audience de l'extrême droite dans le monde du travail. Le 12 juin 2021, *La Marche des libertés*, première du nom, a su rassembler 110 organisations pour dénoncer à la fois les lois liberticides du gouvernement et le climat de haine actuel.

À Bruxelles, la Confédération européenne des syndicats (CES) n'est pas en reste dans la lutte syndicale contre l'extrême droite. Après avoir adopté une résolution en juin 2021 proposant l'élaboration d'une réponse face à la montée de l'extrême droite, elle a défini un plan d'action en quinze points, mis en œuvre sur un an à partir de septembre 2021. ♦

L'association intersyndicale VISA se pose, depuis 1996, en relais d'information et de réflexion afin de s'opposer collectivement à l'implantation et l'audience de l'extrême droite dans le monde du travail.



Hongrie : Orbán face aux chemises à carreaux



Le mouvement des « chemises à carreaux » mobilise de nombreux personnels enseignants contre l'austérité.

Le 16 mars, à l'appel des syndicats, plus de 10 000 enseignant-es, dont beaucoup affublés de vestes à carreaux, se sont rassemblés place Kossuth à Budapest, devant le Parlement, pour réclamer une augmentation des salaires et le rétablissement du droit de grève.

En Hongrie, les conséquences de l'accession au pouvoir d'un pouvoir de droite radicale n'ont rien de théoriques. À la tête du gouvernement depuis 2010, confirmé par les urnes en 2014 puis en 2018, Victor Orbán et son parti le Fidesz rognent petit à petit les libertés et droits fondamentaux. Dernière mesure en date : la suppression en février du droit de grève pour les enseignant-es.

Depuis des années, les syndicats enseignants hongrois réclament des hausses de salaires. Au sein de l'Union Européenne, la Hongrie se situe au 26^e rang pour les rémunérations des enseignant-es, derrière la Bulgarie. Dans le premier comme dans le second degré, le salaire moyen équivalait à 7 195 € par an, 599,50 € par mois, 350 € en début de carrière, avec une lourde charge de travail. Ceci se traduit par une très faible attractivité pour le métier qui, ajoutée à une très forte émigration et à une

inflation élevée (plus 6 % en 2021), explique la vacance de postes par dizaines de milliers. Enfin, le pouvoir s'efforce de contrôler les enseignements, via une administration très centralisée.

En 2016, le mouvement des « chemises à carreaux » – vêtement porté par les contestataires pour répondre ironiquement à un membre du Fidesz affichant son mépris pour les

manifestant-es – avait déjà mobilisé de nombreux personnels enseignants contre l'austérité.

En décembre 2021, alors qu'ils exigent entre 30 et 50 % d'augmentation, le syndicat démocratique des enseignant-es (PDSZ) et le syndicat des enseignant-es (PSZ) découvrent dans la presse les projets de revalorisation soit 10 % non sous forme salariale mais d'une prime au versement aléatoire.

Encouragés par ce premier recul d'Orbán dans la perspective de nouvelles élections législatives en avril 2022, les syndicats appellent à la grève le 31 janvier puis le 14 février.

En guise de réponse, le gouvernement publie un décret qui impose la présence des enseignant-es grévistes dans les écoles et fixe horaires et cours à assurer. Les grévistes seraient dès lors amenés à travailler gratuitement. C'est une remise en cause totale du droit de grève.

Dans de nombreuses écoles, les enseignant-es se mobilisent, la « chemise à carreau » a de nouveau été arborée, avec pour mot d'ordre : « La grève est un droit fondamental ! ». Les syndicats ont déposé un recours auprès de la Cour constitutionnelle hongroise, et envisagent de saisir la Cour de Justice européenne. ♦

Ce que dit le syndicat PSZ de Hongrie

Quel bilan faites-vous de l'action du 16 mars ?

Nous sommes partiellement contents. Selon le nombre de participants, ce fut la plus grande grève en Hongrie depuis le changement du régime (1989), mais si on compare au nombre total de travailleurs du secteur, la participation était assez faible, avec 20% des grévistes. Les parents et

les élèves nous ont fortement appuyés. Pourtant, nous considérons que dans les limites fixées par la loi, ce résultat est un vrai succès.



Quelle est actuellement l'attitude du gouvernement de Victor Orbán vis à vis des enseignants ?

Le gouvernement nous a officiellement demandé d'arrêter la grève à cause de la guerre en Ukraine. Nous avons demandé de reverser les salaires non-payés pour les jours de grève aux réfugiés. Le gouvernement n'a donné aucune réponse à notre demande. Le gouvernement reconnaît que nos requêtes sont justifiées sans prendre des mesures avant les élections du 3 avril.

Stéphane François :

« Le risque d'un vote contestataire »

Stéphane François est professeur de sciences politiques à l'Université de Mons, spécialiste de l'extrême droite. Il est notamment l'auteur de *Les verts bruns. L'écologie de l'extrême droite française*, éditions Le bord de l'eau, février 2022 et de *Géopolitique des extrêmes droites. Logiques identitaires et monde multipolaire*, éditions le Cavalier bleu, mars 2022.

Quel est globalement le poids de l'extrême droite en Europe et comment l'expliquer ?

Tout dépend de quoi on parle, des idées ou du nombre de militants ? Ces derniers sont relativement peu nombreux au niveau européen, en France cela représente environ 5 000 individus radicaux, capable de passer à l'acte. Avec les militants de formations comme le RN, le chiffre grossit nécessairement. Si les radicaux sont peu nombreux, les militants eux augmentent, reflète des scores électoraux nationaux, entre 3 et 20 % globalement suivant les pays. S'y ajoute la diffusion des thématiques d'extrême droite, qui peut être forte sans qu'il y ait pour autant un tissu militant particulièrement dense.

En France, les thèses identitaires, anti arabo musulmanes se diffusent massivement depuis le 11 septembre 2001, dans le contexte très porteur de peur des attentats islamistes. Dans les années 90, la société française avait fait preuve d'une plus forte résilience après les attentats liés au GIA, comme à Saint-Michel.

Depuis le 11 septembre, l'équation musulman égale terroriste portée par l'extrême droite s'est banalisée, et encore davantage après le drame du Bataclan.

Paradoxalement, des années 60 aux années 90, tout un pan de l'extrême droite affichait de la sympathie pour l'Islam et le monde arabo musulman, par antisémitisme, rejet des États Unis et assimilation de l'État à des pratiques rigoristes éloignées du consumérisme occidental, à tel point qu'on évoquait à l'époque un « tiers-mondisme d'extrême droite ». Les conséquences sociales des politiques libérales, les discours d'une partie de la Droite – et notamment

de Nicolas Sarkozy – sur l'identité nationale ont largement contribué à banaliser les idées identitaires.

La guerre en Ukraine peut-elle affaiblir une extrême droite traditionnellement complaisante envers le régime de Vladimir Poutine ?

L'affaiblir, non. La gêner, oui. Depuis le début des années 2000, Poutine est vu comme celui qui a remonté la Russie après la chute de l'URSS, une sorte de De Gaulle russe capable de tenir tête aux États-Unis. Outre sa fascination pour les hommes à poigne, dans la tradition bonapartiste, la géopolitique de l'extrême droite est multipolaire : les États-Unis restent l'ennemi, ainsi que les néoconservateurs des années 90. Cependant l'agression non justifiée de l'Ukraine rebat les cartes : ces militants perdent leur héros, la plupart des cadres identitaires soutiennent les Ukrainiens. Sauf Zemmour avec son prurit napoléonien... Même Marine Le Pen a basculé, et ce en dépit du financement partiel du RN par des banques russes...

L'extrême droite n'est cependant pas affaiblie : populisme et démagogie permettent de humer l'air du temps et de sentir le vent ! L'extrême droite va donc être gênée idéologiquement mais pas affaiblie, la thématique la plus importante reste l'Islam.

En France, la possibilité existe d'un nouvel accès de l'extrême Droite au second tour de l'élection présidentielle : comment l'expliquer et quelles seraient selon vous les conséquences d'une victoire de l'ED ?

Les élections présidentielles sont l'occasion d'une profonde recomposition du paysage politique fran-

« Populisme et démagogie permettent de humer l'air du temps et de sentir le vent ! »



çais avec le grave affaiblissement de partis traditionnels comme le PS ou LR, la montée de figures populistes de droite ou de gauche. S'y ajoute le désintérêt croissant et massif des électeurs pour les partis et le risque d'un vote contestataire. Marine Le Pen offre certes aujourd'hui une image plus modérée que celle de Zemmour, mais quelles sont au juste ses idées ? Elle ne semble pas rivée à un logiciel politique aussi précis que celui de son père. Une plasticité ou une démagogie qui expliquent d'ailleurs le départ des plus radicaux vers Zemmour. Les cadres qui ont rejoint ce dernier, comme Jean Yves le Gallou, inventeur de la préférence nationale, se retrouvent dans l'obsession anti immigrés du polémiste. ♦

